

# **Rapport financier consolidé**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2024**

Ville de Shawinigan | 36033 |

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Gabriel Bonnewyn, CPA, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Shawinigan pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 10 juin 2025

# Table des matières

## États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	38
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	39
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	40
Situation financière par organismes	41
Charges par objets	42
Fonds local d'investissement	43
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	44
Excédent (déficit) accumulé	45
Avantages sociaux futurs	49

## Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	57
Analyse des charges consolidées	69

## RAPPORT

Aux membres du conseil de la Ville de Shawinigan,

### **Opinion avec réserve**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Shawinigan (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### **Fondement de l'opinion avec réserve**

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville a comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations au 31 décembre 2024. Cependant, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne l'exhaustivité des immobilisations recensées, les données et hypothèses utilisées ainsi que pour le coût de désamiantage et le risque de présence d'amiante utilisés pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, aux informations fournies sur les obligations ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Shawinigan inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

## RAPPORT

### **Observation - Informations comparatives retraitée**

Nous attirons l'attention sur la note 24 des états financiers qui explique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 ont été retraitées. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

## RAPPORT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Mallette S.E.N.C.R.L.*<sup>1</sup>

Mallette S.E.N.C.R.L.  
Société de comptables professionnels agréés  
Shawinigan, Canada, le 10 juin 2025  
1 CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A122499

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	97 797 666	98 856 398	93 294 790
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 820 112	8 765 002	8 150 579
Quotes-parts	3	903 323	1 698 374	2 474 157
Transferts	4	15 544 550	40 595 306	31 274 874
Services rendus	5	14 099 387	7 920 978	7 649 340
Imposition de droits	6	3 015 600	5 611 455	4 179 009
Amendes et pénalités	7	1 710 000	1 311 473	1 385 396
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	2 417 460	1 677 971	3 457 915
Autres revenus	10	561 487	6 020 843	4 960 162
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	144 869 585	172 457 800	156 826 222
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	20 009 011	19 685 495	14 867 738
Sécurité publique	15	15 476 959	14 314 230	13 493 734
Transport	16	34 181 966	33 426 561	33 669 534
Hygiène du milieu	17	37 997 242	35 088 534	32 141 089
Santé et bien-être	18	213 263	194 842	170 527
Aménagement, urbanisme et développement	19	12 640 277	14 165 567	15 246 823
Loisirs et culture	20	21 262 918	19 881 266	21 015 484
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	11 288 128	9 260 623	8 858 754
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	153 069 764	146 017 118	139 463 683
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	25	(8 200 179)	26 440 682	17 362 539
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		378 971 158	361 960 517
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		528 172	176 274
Solde redressé	28		379 499 330	362 136 791
<b>Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice</b>	29		405 940 012	379 499 330

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	67 442 548	23 649 126
Débiteurs (note 5)	2	67 534 779	109 276 180
Prêts (note 6)	3	525 227	798 471
Placements de portefeuille (note 7)	4	11 482 859	10 759 954
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	302 108	302 108
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	1 146 703	407 241
	8	148 434 224	145 193 080
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 568 717	8 661 856
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	34 520 152	27 242 119
Revenus reportés (note 11)	12	10 835 610	16 285 413
Dette à long terme (note 12)	13	255 245 789	269 480 879
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	3 646 000	4 793 000
Autres passifs (note 14)	15	21 268 544	20 333 564
	16	329 084 812	346 796 831
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(180 650 588)	(201 603 751)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	579 701 767	573 768 935
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 332 597	4 547 090
Stocks de fournitures	20	2 059 254	2 026 849
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	725 738	829 209
	23	586 819 356	581 172 083
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	406 168 768	379 568 332
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	405 940 012	379 499 330
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	228 756	69 002
	27	406 168 768	379 568 332

Obligations contractuelles (note 19)  
Droits contractuels (note 20)  
Passifs éventuels (note 21)  
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2024</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	1	(8 200 179)	26 440 682	17 362 539
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	35 200 000)	33 947 862)	49 756 083)
Produit de cession	3	800 000	707 754	838 887
Amortissement	4	21 623 035	26 066 475	23 798 130
(Gain) perte sur cession	5	(100 000)	(30 657)	(505 833)
Réduction de valeur / Reclassement	6		1 271 458	597 567
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(12 876 965)	(5 932 832)	(25 027 332)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		214 493	(112 209)
Variation des stocks de fournitures	10		(32 405)	(206 493)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		103 471	18 470
	13		285 559	(300 232)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		159 754	69 002
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	(21 077 144)	20 953 163	(7 896 023)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(206 426 870)	(198 569 882)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		4 823 119	4 862 154
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(201 603 751)	(193 707 728)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(180 650 588)	(201 603 751)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	69 002	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	159 754	69 002
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	<b>6</b>	<b>159 754</b>	<b>69 002</b>
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
<b>Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>228 756</b>	<b>69 002</b>

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	26 440 682	17 362 539
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	26 066 475	23 798 130
Autres			
▪ Gain sur cession-perte valeur	3.1	1 240 801	61 735
▪ Gain valeur placement, pmc et réévaluation	3.2	845 927	2 200 760
	4	54 593 885	43 423 164
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	41 741 401	(8 458 193)
Autres actifs financiers	6	(739 462)	(407 241)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	3 872 721	(2 717 006)
Revenus reportés	8	(5 449 803)	(2 550 204)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(1 147 000)	(88 200)
Propriétés destinées à la revente	10	214 493	(112 209)
Stocks de fournitures	11	(32 405)	(206 493)
Autres actifs non financiers	12	103 471	48 469
	13	93 157 301	28 932 087
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	29 948 487)(	35 363 080)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	707 754	838 887
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(29 240 733)	(34 524 193)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	874 319)(	408 148)
Remboursement ou cession	20	579 114	614 165
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	523 224)(	2 375)
Cession	22	23 512	456 812
	23	(794 917)	660 454
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	24	46 897 809	35 668 168
Remboursement de la dette à long terme	25 (	61 555 310)(	39 324 348)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(5 093 139)	702 431
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	422 411	(96 578)
Autres			
▪	28.1		
	29	(19 328 229)	(3 050 327)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	43 793 422	(7 981 979)
Solde déjà établi	31	23 649 126	31 631 105
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	23 649 126	31 631 105
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34	67 442 548	23 649 126

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Shawinigan est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c.C-19). Elle a été constituée le 1er janvier 2002 en vertu du décret 1012-2001. Elle résulte du regroupement des villes de Shawinigan, Grand-Mère et Shawinigan-Sud, de la Municipalité de Lac-à-la-Tortue, du Village de St-Georges-de-Champlain et des paroisses de Saint-Gérard-des-Laurentides et Saint-Jean-des-Piles.

### 2. Principales méthodes comptables

#### Base de présentation

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Shawinigan. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale et les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville de Shawinigan comprend les organismes périmunicipaux et les partenariats suivants dans les proportions indiquées :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Organismes	Méthode de consolidation
Parc de l'île Melville	Consolidation ligne par ligne
Corporation culturelle de Shawinigan inc.	Consolidation ligne par ligne
Société de développement de Shawinigan inc.	Consolidation ligne par ligne
Régie municipale de transport en commun	Consolidation ligne par ligne
Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (RGMRM)	Consolidation ligne par ligne proportionnelle
Office du tourisme, de foires et de congrès de Shawinigan	Consolidation ligne par ligne

**a) Périmètre comptable**

S.O.

**b) Partenariats**

S.O.

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

**Utilisation d'estimations**

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**C) Actifs financiers**

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

#### **Prêts**

Les prêts comptabilisés au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

#### **Placements de portefeuille**

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille constitué de fonds communs cotés sur un marché actif a été réduite pour tenir compte d'une moins-value durable, le solde cumulé des pertes non réalisées comptabilisé à l'état des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

#### **Placements à long terme à titre d'investissement**

Les placements à long terme sont considérés comme des dépenses d'investissement. L'acquisition des placements est reflétée à l'état des activités d'investissements et la contrepartie est présentée à l'état des investissements nets dans les éléments d'actif à long terme.

### **D) Passifs**

#### **Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

#### **Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

#### **Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

#### **Assainissement des sites contaminés**

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

#### Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

#### E) Actifs non financiers

#### Immobilisations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile respective, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

**Administration municipale**

Infrastructures	Entre 5 et 40 ans
Bâtiments	Entre 5 et 40 ans
Véhicules	Entre 3 et 20 ans
Ameublement	Entre 5 et 10 ans
Machinerie et outillage	Entre 5 et 20 ans

**Organismes du périmètre comptable**

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile respective, selon les méthodes, les taux annuels et les périodes suivantes :

<b>Amortissement linéaire</b>	
Infrastructures	Entre 10 et 40 ans
Bâtiments	Entre 20 et 30 ans
Améliorations locatives	Entre 10 et 20 ans
Machinerie et outillage	Entre 3 et 10 ans
<b>Amortissement dégressif</b>	
Ameublement	Entre 20 % et 30 %
Machinerie et outillage	Entre 10 % et 20 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service. Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise.

Moins-value

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Lorsque la conjoncture économique indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville à fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

#### **Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

#### **Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

#### **Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

#### **F) Revenus**

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

#### **Revenus autres que les revenus de transfert**

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;  
Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

**G) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantage sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- Les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2024 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

### **H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieures dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - à titre de mesure d'allègement pour excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : tel que décidé par l'organisme municipal en vertu des mesures d'allègement, ce montant à pourvoir dans le futur ne sera pas amorti.
  
- Frais d'assainissement des sites contaminés :
  - Pour le passif constaté au 1er janvier 2015 : sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.
  
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
  - Pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
  - Pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
  
- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations
  - Mesure d'allègement pour l'application initiale du chapitre 3280 : sur la durée de vie utile restante des immobilisations auxquelles les obligations liées à la mise hors service se rattachent;
  - Mesure d'allègement lors d'une réévaluation du coût des obligations liées à la mise hors service : sur la durée de vie utile restante des immobilisations auxquelles les obligations liées à la mise hors service se rattachent.

#### **I) Instruments financiers**

##### **Évaluation des instruments financiers**

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

#### Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

#### Frais de financement

Les coûts de transaction et commissions relatifs aux instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont comptabilisés à titre de charge lorsqu'ils sont engagés.

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

#### Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

##### Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

##### Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

##### Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

#### J) Autres éléments

##### Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

### Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

### Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

### 3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1er avril 2023

Au cours de l'exercice, la Municipalité (Ville) a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023.

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

Conformément aux dispositions transitoires, cette nouvelle norme a fait l'objet d'une application prospective et n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés, la présentation ou les informations à fournir aux états financiers consolidés.

### 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 66 635 500	22 861 867
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2 807 048	787 259
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 67 442 548	23 649 126
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>6 67 442 548</b>	<b>23 649 126</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8 37 146 000	20 846 000

### Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**5. Débiteurs**

		2024	2023
Taxes municipales	9	5 230 653	7 335 996
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	40 796 969	72 993 234
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	10 157 438	19 149 847
Organismes municipaux	13	2 039 868	3 373 077
Autres			
▪ Autres	14.1	9 309 851	6 424 026
	15	67 534 779	109 276 180
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	17 437 136	51 168 811
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	17 437 136	51 168 811
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	2 045 263	1 644 588
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	24 269 411	23 874 389
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 716 520	36 052 873
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	8 209 374	5 333 073
Ministère de la Culture et des Communications	25	585 307	1 212 146
Autres ministères/organismes	26	5 016 357	6 520 753
	27	40 796 969	72 993 234

**Note****6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
Prêts fonds Rio Tinto	30.1	279 539	551 066
Prêts fonds local de développement	30.2	245 688	247 405
	31	525 227	798 471
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	377 346	520 164

**Note**

La Ville détient des garanties sous forme de cautionnement et d'hypothèque mobilière universelle.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	8 664 487	8 466 910
Autres placements	34	2 818 372	2 293 044
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	11 482 859	10 759 954
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

**Note**

- Investissement net dans un contrat de location financement. Paiements minimums exigibles en vertu des baux incluant les intérêts calculés à des taux de 3,39 à 4,88 %, échéant de mai 2025 à mars 2033 : 7 686 245 \$. (Paiements minimums exigibles de 8 491 614 \$ net de produits d'intérêts non gagnés de 805 369 \$).

-Solde de prix de vente, sans intérêts actualisé au taux effectif de 3,25 % garanti par les terrains et bâtisses cédés en contrepartie, encaissable par versements semestriels de 25 000 \$ de juin 2017 à décembre 2019, de 35 000 \$ de janvier 2022 à décembre 2022 et de juin 2028 à décembre 2041, échéant en décembre 2041 : 513 617 \$.

Autres placements totalisant 3 282 997 \$.

**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	1 146 703	407 241
Autres			
▪	41.1		
	42	1 146 703	407 241

**Note****9. Emprunts temporaires**

Certains emprunts temporaires sont garantis par un cautionnement de la Ville de Shawinigan.

**10. Crédoeurs et charges à payer**

		2024	2023
Fournisseurs	43	16 858 560	15 515 095
Salaires et avantages sociaux	44	6 317 995	6 125 349
Dépôts et retenues de garantie	45	3 644 452	4 403 572
Provision pour contestations d'évaluation	46	137 346	117 073
Autres			
▪ Intérêts sur la dette à LT	47.1	1 431 378	1 405 540
▪ Gouv. et organismes municipaux	47.2	6 032 032	(419 129)
▪ Autres	47.3	98 389	94 619
	48	34 520 152	27 242 119

**Note****Administration municipale****-Provision pour contestation d'évaluation**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Différentes contestations d'évaluation foncière ont été déposées devant le Tribunal administratif du Québec. Le total des valeurs contestées est de 1.2 M\$ en 2024 (7.3 M\$ en 2023).

### 11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	47 105	56 446
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52	196 895	190 935
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Autres	54.1	3 547 656	3 526 859
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	883 023	760 361
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Pyrhotite	62.1	1 960 205	1 041 887
▪ Autres recettes reportés	62.2	121 183	173 836
▪ Autres	62.3	2 253 293	10 535 089
▪ Decrêt	62.4	1 826 250	
	63	10 835 610	16 285 413

### Note

### 12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,25	2025	2034	64	223 370 520	235 136 210
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	3 834 818	4 071 403
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,00	5,00	2026	2029	68	145 970	178 847
Autres	1,46	5,68	2025	2028	69	29 711 879	31 746 524
					70	257 063 187	271 132 984
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	( 1 817 398)	( 1 652 105)
					72	255 245 789	269 480 879

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	47 429 150	35 318	20 108 050	67 572 518
2026	74	26 650 970	34 789	4 930 542	31 616 301
2027	75	27 536 800	34 648	386 658	27 958 106
2028	76	20 752 960	34 453	6 754 700	27 542 113
2029	77	58 147 580	6 762	118 948	58 273 290
2030 et plus	78	42 853 060		1 247 799	44 100 859
	79	223 370 520	145 970	33 546 697	257 063 187
Intérêts et frais accessoires	80	( )	( )	( )	( )
	81	223 370 520	145 970	33 546 697	257 063 187

**Note**

**13. Avantages sociaux futurs**

	2024	2023
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	416 000 (646 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(4 062 000) (4 147 000)
	84	(3 646 000) (4 793 000)
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	2 249 000 3 010 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	(3 000) 202 000
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	98 171 119 180
Régimes de retraite des élus municipaux	89	59 412 63 684
	90	2 403 583 3 394 864

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**14. Autres passifs**

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	640 073	645 073
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	20 628 471	19 688 491
Autres			
▪	93.1		
	94	21 268 544	20 333 564
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	19 688 491	
Passifs engagés	96	939 807	23 086 002
Passifs réglés	97 (	340 746)(	3 744 519)
Charge de désactualisation <sup>1</sup>	98	340 919	347 008
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	20 628 471	19 688 491

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

**Note****Frais d'assainissement des sites contaminés**

La Ville a ciblé deux sites pour lesquels un passif environnemental doit être comptabilisé.

L'estimation du passif comprend les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Les coûts comprennent les activités au titre du fonctionnement de la maintenance et de la surveillance après assainissement. Les coûts estimatifs sont constitués des coûts nécessaires afin de rétablir un site à la norme minimale actuelle applicable à la même utilisation que celle antérieure à la contamination. Pour les sites, les montants ont été établis à partir des travaux de caractérisation environnementale effectués par une firme spécialisée.

**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement des bâtiments. Les autres obligations liées à la mise hors service sont notamment pour des réservoirs.

*Évolution des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*

	2024	2023
<b>Solde de début</b>	<b>1 055 507 \$</b>	<b>0 \$</b>
Nouvelles obligations de mise hors service	0 \$	1 024 764 \$
Obligations réglées	0 \$	0 \$
Charge de désactualisation	31 665 \$	30 743 \$
<b>Solde à la fin</b>	<b>1 087 172 \$</b>	<b>1 055 507 \$</b>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Principales hypothèses utilisées*

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	<b>3 %</b>
Période d'actualisation*	<b>De 4 ans à 75 ans</b>
Taux d'inflation	<b>3 %</b>

\* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 1 998 870 \$.

**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations - Organismes**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations des organismes concernent principalement les frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement et de déchets solides.

Conformément aux exigences précisées aux décrets adoptés par le gouvernement du Québec, la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (Régie) s'est engagée à mettre en œuvre un programme de surveillance des eaux de lixiviation pour la période de gestion d'après-fermeture des sites d'enfouissement. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans.

Pour le site de Champlain, la Régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement autorisé. Elle doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation des cotisations annuelles en fonction de l'enfouissement. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets (après compactage) enfouis doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Pour les déchets solides, les matières enfouies sont composées de résidus de pâtes et papiers provenant d'industries papetières. La capacité d'une cellule sera atteinte au cours de l'exercice 2024. Les activités d'après-fermeture devront être maintenues pour une période de 30 ans après la fermeture de la décharge.

**Principales hypothèses utilisées**

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation pour les organismes sont les suivantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Solde de début</b>	<b>18 632 984 \$</b>	<b>0 \$</b>
Nouvelles obligations de mise hors service	939 807	22 061 238 \$
Obligations réglées	(340 746) \$	(3 744 519) \$
Charge de désactualisation	309 254 \$	316 265 \$
<b>Solde à la fin</b>	<b>19 541 299 \$</b>	<b>18 632 984 \$</b>

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	2 %
Période d'actualisation	2 à 119 ans
Taux d'inflation	2 %

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 91 450 887 \$.

#### **Incertitude relative à la mesure**

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent les coûts estimés de mise hors service, le taux d'inflation de ces coûts, le taux d'actualisation ainsi que la période d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui s'y trouvent ainsi que de l'échéancier estimé des flux de trésorerie pour effectuer les travaux. Des modifications apportées aux principales hypothèses, à la technologie utilisée ou à la réglementation pourraient entraîner des changements importants à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations comptabilisées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	101	71 588 013	76 302 859		147 890 872
Eaux usées	102	144 709 617	51 114 424		195 824 041
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	182 406 059	19 208 659		201 614 718
Autres					
▪ Autres	104.1	87 568 568	5 146 413	427 219	92 287 762
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	131 561 812	11 277 649	759 963	142 079 498
Améliorations locatives	107	8 901 048	6 810		8 907 858
Véhicules	108	26 387 927	1 556 281	1 205 707	26 738 501
Ameublement et équipement de bureau	109	10 052 871	434 984		10 487 855
Machinerie, outillage et équipement divers	110	25 694 811	5 459 866	154 037	31 000 640
Terrains	111	19 179 856	10 030	1 115 546	18 074 340
Autres	112	4 053 668			4 053 668
	113	712 104 250	170 517 975	3 662 472	878 959 753
Immobilisations en cours	114	163 129 483	(136 570 113)		26 559 370
	115	875 233 733	33 947 862	3 662 472	905 519 123
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	116	26 717 136	3 628 334		30 345 470
Eaux usées	117	64 570 632	4 839 247		69 409 879
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	64 446 451	5 507 367		69 953 818
Autres					
▪ Autres	119.1	36 079 586	4 109 623	23 503	40 165 706
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	58 530 789	4 179 247	503 042	62 206 994
Améliorations locatives	122	4 847 662	443 187	911 152	4 379 697
Véhicules	123	17 690 508	1 265 788	122 476	18 833 820
Ameublement et équipement de bureau	124	8 600 872	588 266		9 189 138
Machinerie, outillage et équipement divers	125	18 561 354	1 344 906	153 744	19 752 516
Autres	126	1 419 808	160 510		1 580 318
	127	301 464 798	26 066 475	1 713 917	325 817 356
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	128	573 768 935			579 701 767
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	237 795			237 795
Amortissement cumulé	130	( 85 920)	( 30 507)		( 116 427)
Valeur comptable nette	131	151 875			121 368

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	1 281 982	1 298 932
Immeubles industriels municipaux	133	2 147 407	2 322 983
Autres	134	2 049 911	1 332 416
	135	5 479 300	4 954 331
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	1 146 703	407 241
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	4 332 597	4 547 090

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	138.1				
	139				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	140.1				
	141				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	142				

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	413 091	436 328
▪ Autres	143.2	312 647	392 881
Autres			
▪	144.1		
	145	725 738	829 209

**Note****19. Obligations contractuelles****Principaux engagements de crédits de l'administration municipale**

En octobre 2023, la Ville a ratifié une entente de 10 ans avec la Sûreté du Québec pour les services policiers sur son territoire. Le montant annuel de la dépense est en fonction de la richesse foncière uniformisée. La ville s'est engagée pour les années futures à verser un montant annuel estimé de:

2025: 6 682 000 \$  
 2026: 6 815 000 \$  
 2027: 6 950 000 \$  
 2028: 7 090 000 \$  
 2029: 7 230 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme de 18 989 400 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2025 : 8 057 400 \$  
 2026 : 6 093 300 \$  
 2027 : 2 818 800 \$  
 2028 : 1 120 500 \$  
 2029 : 899 400 \$

La Ville a également consenti des subventions et honoraires de gestion à divers organismes à être versées sur plus d'un exercice. Les montants ainsi engagés totalisent 2 875 609 \$ et sont répartis de la manière suivante :

2025 : 914 514 \$  
 2026 : 667 915 \$  
 2027 : 636 852 \$  
 2028 : 656 328 \$

**Principaux engagements de crédits des organismes du périmètre comptable**

Les organismes du périmètre comptable se sont engagés en vertu de divers contrats pour une somme de 951 704 \$ représentant la part de la Ville de Shawinigan. Les paiements pour les trois prochains exercices sont de :

2025 : 802 744 \$  
 2026 : 63 840 \$  
 2027 : 63 840 \$  
 2028 : 21 280 \$

**20. Droits contractuels**

S.O.

**21. Passifs éventuels**

S.O.

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
<b>Emprunts temporaires</b>			
▪	146.1		
	147		
<b>Dettes à long terme</b>			
▪ Récupération Mauricie S.E.N.C.	148.1	2 603 000	1 994 113
	149	2 603 000	1 994 113
	150	2 603 000	1 994 113

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**B) Auto-assurance**

La Ville confie à une firme d'actuaire l'analyse des coûts et l'évaluation de ses besoins en matière d'assurance. Un expert en sinistre et un avocat examinent chacune des réclamations et recommandent à la Ville la position la plus avantageuse financièrement.

Aussi, la Ville s'est associée à d'autres villes dont l'objectif était de créer une mutualité partielle. Dans un régime de mutualité partielle, chaque ville maintient sa franchise individuelle et à cette franchise individuelle s'ajoute une franchise collective. Donc une réclamation à l'intérieur de la franchise individuelle de la Ville (établie en fonction de sa capacité de payer) est assumée par elle, une réclamation supérieure est assumée par la franchise collective et une réclamation supérieure à la franchise collective est quant à elle assumée par l'assureur.

Il appert qu'une telle mutualité partielle permet d'assurer une certaine stabilité dans le coût des primes et permet aussi d'éviter de supporter financièrement de gros débours à la suite d'un sinistre, ce qui soulage le budget de la Ville n'affectant donc pas significativement la situation financière de la Ville.

Finalement, le concept même de la mutualité partielle permet à la Ville d'encaisser le reliquat du fonds une fois toutes les réclamations réglées.

**C) Poursuites**

Note sur litiges avec les fournisseurs.

**Développement Olymbec inc. c. Ville de Shawinigan et als. (500-17-118730-210)**

Une poursuite en Cour supérieure a été déposée le 22 octobre 2021, dans le cadre de laquelle l'entreprise Développement Olymbec inc. recherchait la condamnation de la Ville à 100 000\$. L'entreprise reproche à la Ville de ne pas avoir respecté ses obligations en vertu d'un droit de premier refus dont bénéficiait l'entreprise en lien avec la vente d'un immeuble.

L'entreprise a modifié sa demande introductive d'instance au cours du mois d'octobre 2023, à la suite de la réalisation d'une expertise. Le quantum de sa réclamation est désormais de 3 200 000 \$.

La Ville conteste la réclamation de l'entreprise, qu'elle juge mal fondée en faits et en droits.

**Allen Entrepreneur Général inc. c. Ville de Shawinigan c. Pluritec ltée & All (410-17-002-48-226)**

Allen Entrepreneur Général inc. œuvre comme entrepreneur général en construction. La Ville lui a octroyé le 13 juin 2017 le contrat de construction du Lot 1 pour les travaux de mises aux normes des infrastructures d'eau potable et travaux d'assainissement des eaux usées dans le secteur Lac-à-la-Tortue. Le 7 juillet 2022, l'entreprise a signifié à la Ville de Shawinigan une demande introductive d'instance lui réclamant un montant total de 13 992 499 \$ pour différents postes de réclamation en lien avec la réalisation de ce contrat.

L'entreprise a modifié sa demande introductive d'instance le 31 octobre 2024, le quantum de sa réclamation est désormais de 14 947 999 \$.

La Ville conteste la réclamation de l'entrepreneur et a appelé comme défendeur en garantie la firme d'ingénierie ayant réalisé les plans et devis à l'origine du projet.

**Construction Thorco inc. c. Ville de Shawinigan c. Pluritec ltée (410-17-001999-213): Réclamation de 3 071 606 \$**

Construction Thorco inc. œuvre comme entrepreneur général en construction. La Ville lui a octroyé le 13 juin 2017 le contrat de construction du Lot 2 pour les travaux de mises aux normes des infrastructures d'eau potable et travaux d'assainissement des eaux usées dans le secteur Lac-à-la-Tortue.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Le 15 décembre 2021, l'entreprise a signifié à la Ville de Shawinigan une demande introductive d'instance lui réclamant un montant total de 3 071 606 \$ pour différents postes de réclamation en lien avec la réalisation de ce contrat.

La Ville conteste la réclamation de l'entrepreneur et a appelé comme défendeur en garantie la firme d'ingénierie ayant réalisé les plans et devis à l'origine du projet.

**Allen Entrepreneur général c. Ville de Shawinigan c. WSP Canada & als (410-17-001990-212)**

Allen Entrepreneur Général inc. œuvre comme entrepreneur général en construction. La Ville lui a octroyé le 13 juin 2017 le contrat de construction de la station de traitement des eaux du Lac-à-la-Pêche, pour le prix initial de 31 220 000 \$ plus taxes.

En juin 2021, l'entreprise a signifié à la Ville de Shawinigan une demande introductive d'instance lui réclamant un montant total de 3 100 320 \$ pour différents postes de réclamation en lien avec la réalisation de ce contrat.

La Ville conteste la réclamation de l'entrepreneur. La Ville a produit une demande reconventionnelle recherchant la condamnation des différents entrepreneurs à l'origine de la conception et de la fabrication de l'usine de traitement, puisque celle-ci ne rencontre pas les exigences et les performances attendues. Le montant total réclamé par la Ville de Shawinigan est de 27 363 627 \$.

**D) Autres**

S.O.

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**23. Éléments sans effet sur la trésorerie**

S.O.

**24. Redressement aux exercices antérieurs**

L'Organisme contrôlé a relevé que l'investissement dans un contrat de location-financement pour deux bâtiments a été comptabilisé à titre d'immobilisations alors qu'il aurait dû être comptabilisé en tant qu'investissement net dans des contrats de location-financement. En conséquence, le solde de l'excédent (déficit) accumulé au 1er janvier 2023 a été augmenté de 176 274 \$ correspondant à l'excédent de la dépréciation du bâtiment et des revenus de loyers constatés sur l'amortissement et les revenus d'intérêts sur le contrat de location pour les exercices antérieurs. Les états financiers de l'exercice 2023 ont été retraités. Le poste « Amortissement des immobilisations corporelles » a été diminué de 360 934 \$, le poste « Services rendus » a été diminué de 203 101 \$, les « autres revenus d'intérêts » ont été augmentés de 194 065 \$ et l'excédent de l'exercice a été augmenté de 351 898 \$.

**25. Données budgétaires**

Les données budgétaires de l'administration municipale correspondent aux données présentées dans le budget 2024 adopté par le conseil le 12 décembre 2023.

Les données budgétaires consolidées correspondent à celles de l'administration municipale ainsi que celles adoptées par les conseils d'administration des organismes.

**26. Instruments financiers**

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La juste valeur des placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés est déterminée en fonction de leur prix coté sur un marché actif. Cette évaluation est classée au niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n'y a aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

#### **Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

#### **Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

#### **Débiteurs**

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Moins de 30 jours	1 996 430 \$	749 492 \$
De 30 à 60 jours	68 741 \$	62 287 \$
Plus de 60 jours	<u>3 403 355 \$</u>	<u>3 313 574 \$</u>
	5 468 526 \$	4 125 353 \$
Moins la provision pour créances douteuses	<u>(1 035 162 \$)</u>	<u>(907 492 \$)</u>
	4 433 364 \$	3 217 861 \$

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

	907 492 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	356 675 \$
Montant recouvré	( 99 776 \$)
Montant radié	<u>(129 229 \$)</u>
Solde à la fin	1 035 162 \$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

### **Prêts**

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Ville estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Les variations de la provision pour moins-value sur les prêts sont présentées à la note 6.

### **Placements de portefeuille**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	3 568 717 \$	- \$	- \$	- \$	3 568 717 \$
Créditeurs et charges à payer	34 520 152 \$	- \$	- \$	- \$	34 520 152 \$
Revenus reportés	10 635 610 \$	- \$	- \$	- \$	10 635 610 \$
Dette à long terme	<u>67 572 518 \$</u>	<u>59 574 407 \$</u>	<u>85 815 403 \$</u>	<u>44 100 859 \$</u>	<u>257 063 187 \$</u>
Total	116 296 997 \$	59 574 407 \$	85 815 403 \$	44 100 859 \$	305 787 666 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<b>2023</b>	<b>Moins d'un an</b>	<b>De 1 à 3 ans</b>	<b>De 4 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Emprunts temporaires	8 661 856 \$	- \$	- \$	- \$	8 661 856 \$
Créditeurs et charges à payer	27 242 119 \$	- \$	- \$	- \$	27 242 119 \$
Revenus reportés	16 285 413 \$	- \$	- \$	- \$	16 285 413 \$
Dette à long terme	<u>72 272 389 \$</u>	<u>76 279 110 \$</u>	<u>45 854 662 \$</u>	<u>76 726 823 \$</u>	<u>271 132 984 \$</u>
<b>Total</b>	<b>124 461 777 \$</b>	<b>76 279 110 \$</b>	<b>45 854 662 \$</b>	<b>76 726 823 \$</b>	<b>323 322 372 \$</b>

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée à ces risques.

### Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<b>2024</b>	<b>Taux d'intérêt fixe</b>	<b>Taux d'intérêt variable</b>	<b>Total</b>
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 014 648 \$	58 973 827 \$	63 988 475 \$
Prêts	525 227\$	- \$	525 227 \$
Placements de portefeuille	8 443 659 \$	2 746 871 \$	11 190 530 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	- \$	3 568 717\$	3 568 717 \$
Dettes à long terme	257 063 187 \$	- \$	257 063 187 \$

<b>2023</b>	<b>Taux d'intérêt fixe</b>	<b>Taux d'intérêt variable</b>	<b>Total</b>
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 026 478 \$	18 809 103 \$	21 835 581 \$
Prêts	798 471 \$	- \$	798 471 \$
Placements de portefeuille	7 475 895 \$	2 202 544 \$	9 678 439 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	- \$	8 661 856 \$	8 661 856 \$
Dettes à long terme	271 132 984 \$	- \$	271 132 984 \$

De plus, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats et la situation financière de la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Autre risque de prix**

L'autre risque de prix auquel la Ville est exposée est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de la Ville à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	
<b>Revenus</b>								
<b>Fonctionnement</b>								
Taxes	1	94 482 204		98 872 656		100 043 618		98 833 896
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 150 579		8 820 112		8 765 002		8 765 002
Quotes-parts	3						12 964 557	1 698 374
Transferts	4	15 278 190		14 431 154		24 955 191	3 244 454	28 199 645
Services rendus	5	1 824 067		1 664 478		2 234 157	10 064 947	7 920 978
Imposition de droits	6	4 179 009		3 015 600		5 611 455		5 611 455
Amendes et pénalités	7	1 385 396		1 710 000		1 311 473		1 311 473
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	2 791 378		2 235 500		959 103	718 868	1 677 971
Autres revenus	10	1 073 904		106 500		14 086	6 143 478	6 157 564
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	129 164 727		130 856 000		143 894 085	33 136 304	160 176 358
<b>Investissement</b>								
Taxes	13					22 502		22 502
Quotes-parts	14							
Transferts	15	12 737 290		12 396 000		12 363 505	32 156	12 395 661
Imposition de droits	16							
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17	65 000						
Autres	18	192 082		200 000		(136 721)		(136 721)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19							
Effet net des opérations de restructuration	20							
	21	12 994 372		12 596 000		12 249 286	32 156	12 281 442
	22	142 159 099		143 452 000		156 143 371	33 168 460	172 457 800
<b>Charges</b>								
Administration générale	23	13 559 829		17 627 243		18 360 210	811 295	19 685 495
Sécurité publique	24	13 364 790		14 994 175		14 198 910	524 080	14 314 230
Transport	25	25 138 917		25 604 126		24 680 498	6 895 434	33 426 561
Hygiène du milieu	26	24 109 719		29 684 948		26 182 440	9 010 848	35 088 534
Santé et bien-être	27	170 527		213 263		194 842		194 842
Aménagement, urbanisme et développement	28	9 688 149		8 856 893		7 800 175	181 359	14 165 567
Loisirs et culture	29	15 079 709		14 023 699		13 744 171	4 407 887	19 881 266
Réseau d'électricité	30							
Frais de financement	31	7 072 251		9 003 740		7 351 631	1 908 992	9 260 623
Effet net des opérations de restructuration	32							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés								
	33	18 232 214		18 135 913		21 830 903	(21 830 903)	
	34	126 416 105		138 144 000		134 343 780	28 373 772	146 017 118
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	35	15 742 994		5 308 000		21 799 591	4 794 688	26 440 682

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	1	15 742 994	5 308 000	21 799 591	4 794 688	26 440 682
Moins : revenus d'investissement	2 (	12 994 372)	12 596 000)	12 249 286)	32 156)	12 281 442)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	2 748 622	(7 288 000)	9 550 305	4 762 532	14 159 240
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>						
Amortissement	4	18 232 214	18 135 913	21 830 903	4 235 572	26 066 475
Produit de cession	5	780 221	800 000	579 296	128 458	707 754
(Gain) perte sur cession	6	(465 675)	(100 000)	17 466	(48 123)	(30 657)
Réduction de valeur / Reclassement	7	176 530			287 479	287 479
	8	18 723 290	18 835 913	22 427 665	4 603 386	27 031 051
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9	219 268		224 782	286 652	511 434
Réduction de valeur / Reclassement	10	(145 617)		4 990		4 990
	11	73 651		229 772	286 652	516 424
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	376 982	93 000	76 679	502 435	579 114
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	126 504		300 958		300 958
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	(1 152 442)	50 000	23 304		23 304
	15	(648 956)	143 000	400 941	502 435	903 376
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 513 364	4 406 758	1 535 231	7 983	1 543 214
Remboursement de la dette à long terme	17 (	16 034 118)	15 134 365)	17 148 534)	3 937 505)	21 086 039)
	18	(14 520 754)	(10 727 607)	(15 613 303)	(3 929 522)	(19 542 825)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19 (	2 258 754)	729 461)	899 192)	2 359 063)	3 258 255)
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 684 000		720 000	273 299	993 299
Excédent de fonctionnement affecté	21	79 299		17 766		17 766
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 844 211)	(333 845)	(2 927 172)		(2 927 172)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	1 186 188	100 000	15 933	(1 112 654)	(1 096 721)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 153 478)	(963 306)	(3 072 665)	(3 198 418)	(6 271 083)
	26	2 473 753	7 288 000	4 372 410	(1 735 467)	2 636 943
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	5 222 375		13 922 715	3 027 065	16 796 183

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
<b>Revenus d'investissement</b>	1	12 994 372	12 249 286	32 156	12 281 442
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	1 902 921)(	1 066 585)(	323)(	1 066 908)
Sécurité publique	3 (	200 623)(	163 440)(	)	163 440)
Transport	4 (	10 300 469)(	9 382 096)(	)	9 382 096)
Hygiène du milieu	5 (	12 662 477)(	10 670 968)(	1 428 677)(	12 099 645)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	2 409 027)(	4 981 106)(	2 481 113)(	7 462 219)
Loisirs et culture	8 (	5 689 381)(	3 743 097)(	30 457)(	3 773 554)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)	)
	11 (	33 164 898)(	30 007 292)(	3 940 570)(	33 947 862)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	12 (	185 861)(	15 279)(	42 133)(	57 412)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	13 (	408 148)(	170 148)(	704 171)(	874 319)
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	11 503 870	7 941 314	1 496 607	9 437 921
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	15	2 258 754	899 192	2 359 063	3 258 255
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16			907 804	907 804
Excédent de fonctionnement affecté	17	988 428	969 981		969 981
Réserves financières et fonds réservés	18	2 167 078	3 590 370		3 590 370
	19	5 414 260	5 459 543	3 266 867	8 726 410
	20	(16 840 777)	(16 791 862)	76 600	(16 715 262)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(3 846 405)	(4 542 576)	108 756	(4 433 820)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	19 396 361	56 231 337	11 211 211	67 442 548
Débiteurs (note 5)	2	101 828 333	61 610 699	7 482 948	67 534 779
Prêts (note 6)	3	798 471	525 227		525 227
Placements de portefeuille (note 7)	4	505 711	503 654	10 979 205	11 482 859
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			302 108	302 108
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7			1 146 703	1 146 703
	8	122 528 876	118 870 917	31 122 175	148 434 224
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	8 531 856	3 568 717		3 568 717
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	24 597 683	30 982 013	5 097 007	34 520 152
Revenus reportés (note 11)	12	14 250 041	7 701 118	3 669 468	10 835 610
Dettes à long terme (note 12)	13	230 732 463	218 799 837	36 445 952	255 245 789
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	4 793 000	3 646 000		3 646 000
Autres passifs (note 14)	15	1 700 579	1 727 245	19 541 299	21 268 544
	16	284 605 622	266 424 930	64 753 726	329 084 812
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(162 076 746)	(147 554 013)	(33 631 551)	(180 650 588)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	520 571 868	528 151 494	51 550 273	579 701 767
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 547 090	4 332 597		4 332 597
Stocks de fournitures	20	1 503 745	1 536 227	523 027	2 059 254
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	577 897	457 134	268 604	725 738
	23	527 200 600	534 477 452	52 341 904	586 819 356
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	14 559 560	21 500 980	(1 428 019)	20 607 937
Excédent de fonctionnement affecté	25	151 288	3 233 637	31 350	3 264 987
Réserves financières et fonds réservés	26	17 422 920	19 641 808	1 797	19 643 605
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	7 357 150)	7 384 720)	5 013 830)	12 398 550)
Financement des investissements en cours	28	(7 209 051)	(12 442 520)	(489 728)	(12 932 248)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	347 556 287	362 374 254	25 380 027	387 754 281
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			228 756	228 756
	31	365 123 854	386 923 439	18 710 353	406 168 768
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>Rémunération</b>				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		116 615	107 615
Autre	2	34 066 190	30 952 768	33 379 031
<b>Charges sociales</b>				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		29 375	7 843 015
Autres	4	7 139 392	6 784 656	
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	53 638 381	52 909 471	47 482 699
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	7 483 011	5 761 841	5 760 174
D'autres organismes municipaux	10		1 644 916	1 246 484
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 396 329	1 769 290	1 512 623
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	124 400	(179 500)	339 473
<b>Contributions</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	4 741 414	5 355 259	5 955 966
Transferts	15			
Autres	16	1 800 000		
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	9 465 945	8 508 899	11 543 303
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations corporelles	19	18 105 000	21 830 903	23 798 130
Actifs incorporels achetés	20			
<b>Autres</b>				
▪ Créances douteuses	21.1	120 565	499 213	464 257
▪ Autres	21.2	63 373	4 990	30 913
	22	138 144 000	134 343 780	139 463 683

**Note**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>RÉSULTATS</b>			
<b>Revenus</b>			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	126 161	183 021
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	24 834	25 507
Autres revenus	3	236 589	
	4	387 584	208 528
<b>Charges</b>			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	112 424	(984 783)
Autres créances douteuses	7		
	8	112 424	(984 783)
Autres charges	9		
	10	112 424	(984 783)
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	11	275 160	1 193 311
<b>SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE</b>			
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	3 910 255	3 600 157
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	571 455	967 272
Provision pour moins-value	16	( 291 912)	( 416 206)
	17	279 543	551 066
	18	4 189 798	4 151 223
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dettes à long terme	21	3 834 818	4 071 403
	22	3 834 818	4 071 403
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	23	354 980	79 820
<b>VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
Libres	24		
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26	3 910 255	3 600 157
	27	3 910 255	3 600 157

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

2024

2023

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

**Charges**

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

▪	8.1
	9
	10

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>11</b>
---	-----------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Provision pour créances douteuses	15 (                    ) (                    )
	16
Autres	17
	18

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19
Créditeurs et charges à payer	20
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	21
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22
Autres	23
Autres	24
	25
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	<b>26</b>

**Note sur les autres actifs****Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	20 607 937	11 732 197
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 264 987	424 588
Réserves financières et fonds réservés	3	19 643 605	17 424 717
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	12 398 550)(	13 518 830)
Financement des investissements en cours	5	(12 932 248)	(7 807 534)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	387 754 281	371 244 192
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	228 756	69 002
	8	406 168 768	379 568 332
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	21 500 980	14 559 560
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	(893 043)	(2 827 363)
	11	20 607 937	11 732 197
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Rachat dette cession d'actifs	12.1	133 522	151 288
▪ Camions pompier	12.2	3 100 115	
	13	3 233 637	151 288
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪ exercice subséquant	14.1	31 350	273 300
	15	31 350	273 300
	16	3 264 987	424 588

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Assainissement	17.1	2 799 284	2 265 183
▪ Assurance	17.2	114 491	110 406
▪ Eau	17.3	2 350 257	14 168
	18	5 264 032	2 389 757
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	4 310 569	5 014 992
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	4 963 682	5 412 391
Organismes contrôlés et partenariats	26	1 797	1 797
Fonds local d'investissement	27	3 719 864	3 409 766
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	359 747	225 000
Autres			
▪ Rio Tinto Alcan	30.1	975 318	924 152
▪ Logement Social	30.2	48 596	46 862
	31	14 379 573	15 034 960
	32	19 643 605	17 424 717

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ( 3 121 387)	( 3 214 000)
	39 ( 3 121 387)	( 3 214 000)
Assainissement des sites contaminés	40 ( 640 072)	( 645 072)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ( 5 423 234)	( 6 612 273)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43.1 ( )	( )
▪	44 ( 9 184 693)	( 10 471 345)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	46 ( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	48 ( )	( )
Autres	49.1 ( )	( )
▪	50 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	52 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ( (831 181))	( (987 569))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ( 3 834 818)	( 4 071 403)
Autres	55.1 ( 467 042)	( 500 012)
▪ Fin Lt act. fonctionnement	56 ( 3 470 679)	( 3 583 846)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57 (20 927)	(14 632)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59 277 749	550 993
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres	61.1	
▪	62 256 822	536 361
	63 ( 12 398 550)	( 13 518 830)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	64	8 564 447	29 912 820
Investissements à financer	65 (	21 496 695)(	37 720 354)
	66	(12 932 248)	(7 807 534)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
<b>Éléments d'actif</b>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	579 701 767	573 768 935
Propriétés destinées à la revente	68	5 479 300	4 954 331
Prêts	69	525 227	798 471
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	8 664 487	8 466 910
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	302 108	302 108
	72	594 672 889	588 290 755
Ajustements aux éléments d'actif	73	(3 611 800)	1 507 221
	74	591 061 089	589 797 976
<b>Éléments de passif correspondant</b>			
Dette à long terme	75 (	255 245 789)(	269 480 879)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	1 817 398)(	1 652 105)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	48 486 845	51 168 811
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	494 712	402 205
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	4 774 822	1 008 184
	80 (	203 306 808)(	218 553 784)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	203 306 808)(	218 553 784)
	83	387 754 281	371 244 192

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Ces régimes prévoient que les employés bénéficient d'une pension établie selon les années de service et le salaire final moyen des 5 meilleures années (carrière indexé pour le service à compter de 2014). La dernière évaluation actuarielle du Régime de retraite du personnel syndiqué de la Ville de Shawinigan et du Régime de retraite du personnel cadre et non syndiqué et des pompiers de la Ville de Shawinigan a été effectué le 31 décembre 2021.

		2024	2023
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(646 000)	(819 000)
Charge de l'exercice	4 (	2 249 000)(	3 010 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	3 311 000	3 183 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	416 000	(646 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	162 328 000	158 267 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	158 601 000)(	157 268 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	3 727 000	999 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(3 311 000)	(1 645 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	416 000	(646 000)
Provision pour moins-value	12 (	_____)(	_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	416 000	(646 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	_____)(	_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	_____)(	_____)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 5 300 000	5 001 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 (52 000)	202 000
	20 5 248 000	5 203 000
Cotisations salariales des employés	21 ( 2 568 000)(	2 421 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( ) ( )	
	23 2 680 000	2 782 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (412 000)	496 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 52 000	(202 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 2 320 000	3 076 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 7 997 000	7 841 000
Rendement espéré des actifs	32 ( 8 068 000)(	7 907 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (71 000)	(66 000)
Charge de l'exercice	34 2 249 000	3 010 000
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 6 708 000	9 586 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ( 8 068 000)(	7 907 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 (1 360 000)	1 679 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 3 386 000	2 101 000
Prestations versées au cours de l'exercice	39 8 526 000	8 112 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 160 434 000	154 466 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43 4 735 000	4 594 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 16 082 000	17 461 000
DMERCA du nouveau volet	45 17	17
DMERCA de l'ancien volet	46 11	11
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47 26	26
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 5,13 %	5,14 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 5,14 %	5,28 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 3,06 %	3,06 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 %	%
Autres hypothèses économiques	52.1	
▪		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

Les cadres de la Ville couverts par le régime d'assurance collective pendant leur vie active sont admissibles à des protections d'assurance vie à la retraite.

Les cols bleus et les cols blancs de la Ville couverts par le régime d'assurance collective pendant leur vie active sont admissibles à des protections d'assurance vie et d'assurance maladie à la retraite.

Seule la portion payée par l'employeur a été évaluée.

La date d'effet de la dernière évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité est le 31 décembre 2021.

	2024	2023
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (4 147 000)	(4 062 000)
Charge de l'exercice	56 (3 000)	(202 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 82 000	117 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (4 062 000)	(4 147 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 887 000)	(2 119 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 887 000)	(2 119 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (2 175 000)	(2 028 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (4 062 000)	(4 147 000)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (4 062 000)	(4 147 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (1 887 000)	(2 119 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (1 887 000)	(2 119 000)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	97 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	93 000
	72	97 000
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75	97 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(196 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	17 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	(99 000)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	96 000
Rendement espéré des actifs	84 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	96 000
Charge de l'exercice	86	(3 000)
		202 000
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	343 000
Prestations versées au cours de l'exercice	91	82 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		117 000
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	16
		15
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	5,70 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	4,30 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	2040
		2037
Autres hypothèses économiques	103.1	
▪		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	2024	2023
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 \_\_\_\_\_ 5

**Description des régimes et autres renseignements**

Trois organismes du périmètre comptable contribuent pour certains employés à un régime enregistré d'épargne retraite (REER) jusqu'à concurrence de 5,00 % du revenu de base.

Il y a deux REER collectifs et un régime de retraite simplifié.

	2024	2023
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	34 973
REER	114	27 474
Autres régimes	115	56 733
	116	119 180

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	8

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	118	17 629	18 898
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	119	59 412	63 684
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	59 412	63 684

**Note**

## **Renseignements financiers consolidés non audités**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	70 670 537	69 559 680	66 461 030
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	1 839 035	1 839 035	1 842 018
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	(365)	(1 700)	86 873
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	72 509 207	71 397 015	68 389 921
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	10 416 076	10 409 923	10 224 677
Égout	13	3 679 653	3 591 374	3 278 706
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	9 171 049	9 168 134	8 464 743
Autres				
▪ Insectes piqueurs	16.1	1 063 169	1 062 986	23 463
Centres d'urgence 9-1-1	17	327 968	327 968	291 378
Service de la dette	18	2 876 496	2 876 496	2 621 902
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21	22 502	22 502	
	22	27 556 913	27 459 383	24 904 869
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	27 556 913	27 459 383	24 904 869
	27	100 066 120	98 856 398	93 294 790

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	399 946	399 946	376 154
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	2 365 066	2 365 066	2 189 079
Cégeps et universités	32	730 880	730 880	681 566
Écoles primaires et secondaires	33	2 322 961	2 322 961	2 132 380
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	5 818 853	5 818 853	5 379 179
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	36	2 946 149	2 946 149	2 771 400
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	2 946 149	2 946 149	2 771 400
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	8 765 002	8 765 002	8 150 579

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
<b>TRANSFERTS</b>					
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>					
<b>Administration générale</b>	47				
<b>Sécurité publique</b>					
Police	48				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	49				
Autres	50				
Sécurité civile	51				
Autres	52				
<b>Transport</b>					
Réseau routier					
Voirie municipale	53	585 448	585 448		269 771
Enlèvement de la neige	54				
Autres	55				15 000
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	56		1 043 821		796 579
Transport adapté	57		349 353		327 104
Transport scolaire	58				
Autres	59				
Transport aérien	60				
Transport par eau	61				
Autres	62				
<b>Hygiène du milieu</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	9 686 766	9 686 766		421 299
Réseau de distribution de l'eau potable	64	2 420 786	2 420 786		641 430
Traitement des eaux usées	65	240 930	240 930		128 928
Réseaux d'égout	66				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	67				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	68	573 074	573 074		151 608
Tri et conditionnement	69				
Autres	70				
Autres	71				
Cours d'eau	72				
Protection de l'environnement	73				68 692
Autres	74				

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	14 490	14 490	11 484
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80	172 040	172 040	49 502
Promotion et développement économique	81	2 658 156	2 658 156	5 104 269
Autres	82	5 095	5 095	319 218
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	83	99 152	99 152	127 284
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	247 134	247 134	250 570
Autres	85	365 540	570 147	410 692
<b>Réseau d'électricité</b>	86			
	87	17 068 611	18 666 392	9 093 430

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
<b>TRANSFERTS (suite)</b>					
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>					
<b>Administration générale</b>	88				
<b>Sécurité publique</b>					
Police	89				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	90				
Autres	91				
Sécurité civile	92				
Autres	93				
<b>Transport</b>					
Réseau routier					
Voirie municipale	94	3 461 865	3 461 865		60
Enlèvement de la neige	95				
Autres	96				65 113
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	97				90 116
Transport adapté	98				
Transport scolaire	99				
Autres	100				
Transport aérien	101				
Transport par eau	102				
Autres	103				
<b>Hygiène du milieu</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	11 204	11 204		5 888 821
Réseau de distribution de l'eau potable	105	1 331 145	1 331 145		5 888 821
Traitement des eaux usées	106				
Réseaux d'égout	107	2 662 291	2 662 291		(431 121)
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	108			32 156	
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	109				
Tri et conditionnement	110				
Autres	111				
Autres	112				
Cours d'eau	113				
Protection de l'environnement	114	4 251 153	4 251 153		
Autres	115				

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	120	48 603	48 603	
Rénovation urbaine	121			1 119 488
Promotion et développement économique	122	597 244	597 244	206 108
Autres	123			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
<b>Réseau d'électricité</b>	127			
	128	12 363 505	12 395 661	12 827 406

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	4 154 015	4 154 015	5 154 174
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		1 479 985	1 483 457
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	2 895 674	2 895 674	874 071
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138	836 891	1 003 579	1 842 336
	139	7 886 580	9 533 253	9 354 038
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	<b>37 318 696</b>	<b>40 595 306</b>	<b>31 274 874</b>

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	141	1 949	1 949	2 876
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	1 949	1 949	2 876
<b>Sécurité publique</b>				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile				
Autres	149			
	150			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154		34 266	33 643
Autres	155			
	156		34 266	33 643
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159	98 937	129 890	94 890
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	161			
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165		98 937	831 364
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
	169	98 937	228 827	926 254

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>			<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
			<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>					
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>					
<b>Santé et bien-être</b>					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
<b>Loisirs et culture</b>					
Activités récréatives	179	16 870	16 870	15 000	
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182	16 870	16 870	15 000	
<b>Réseau d'électricité</b>					
	183				
	184	117 756	281 912	977 773	

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	388 764	388 764	246 951
	188	388 764	388 764	246 951
<b>Sécurité publique</b>				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193	38 475	38 475	26 990
	194	38 475	38 475	26 990
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	237 348	237 348	116 648
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198		972 919	833 464
Transport adapté	199		70 677	64 606
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	237 348	1 280 944	1 014 718
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	358 952	(1 125 434)	(806 597)
	214	358 952	(1 125 434)	(806 597)

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>					
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>					
<b>Santé et bien-être</b>					
Habitation					
Logement social	215				
Autres	216				
Sécurité du revenu	217				
Autres	218				
	219				
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	220		1 310 896		
Rénovation urbaine	221				
Promotion et développement économique	222		3 267 878		
Autres	223	275 150			3 956 562
	224	275 150	4 578 774		3 956 562
<b>Loisirs et culture</b>					
Activités récréatives	225	798 032	2 457 863		2 218 931
Activités culturelles					
Bibliothèques	226	19 680	19 680		14 012
Autres	227				
	228	817 712	2 477 543		2 232 943
<b>Réseau d'électricité</b>					
	229				
	230	2 116 401	7 639 066		6 671 567
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	231	2 234 157	7 920 978		7 649 340

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	232	171 513	171 513	234 701
Droits de mutation immobilière	233	5 066 668	5 066 668	3 619 060
Droits sur les carrières et sablières	234	372 555	372 555	325 248
Autres	235	719	719	
	236	5 611 455	5 611 455	4 179 009
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	237	1 311 473	1 311 473	1 385 396
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	238			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	239	959 103	1 677 971	3 457 915
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	(17 466)	30 657	505 833
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	300 102	1 568 241	428 435
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243	(300 958)	(300 958)	47 820
Contributions des promoteurs	244			65 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247	32 408	4 859 624	3 720 993
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	(136 721)	(136 721)	192 081
	250	(122 635)	6 020 843	4 960 162
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	251			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	1 234 118	5 156	1 239 274	1 283 413	1 330 959
Greffe et application de la loi	2	3 497 704	26 008	3 523 712	3 523 712	2 595 507
Gestion financière et administrative	3	5 977 033	723 565	6 700 598	7 095 205	5 892 229
Évaluation	4	1 446 322	5 025	1 451 347	1 451 347	841 902
Gestion du personnel	5	2 224 797	51 541	2 276 338	2 351 582	2 245 246
Autres						
▪ Autres	6.1	3 980 236		3 980 236	3 980 236	1 961 895
	7	18 360 210	811 295	19 171 505	19 685 495	14 867 738
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	8	6 549 754		6 549 754	6 549 754	6 128 677
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9	6 263 768	520 852	6 784 620	6 375 860	
Autres	10					6 009 172
Sécurité civile	11	16 068		16 068	16 068	19 969
Autres	12	1 369 320	3 228	1 372 548	1 372 548	1 335 916
	13	14 198 910	524 080	14 722 990	14 314 230	13 493 734
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	8 925 661	6 571 319	15 496 980	15 496 977	14 679 309
Enlèvement de la neige	15	11 011 021	324 115	11 335 136	11 335 136	12 855 868
Éclairage des rues	16	992 428		992 428	992 428	873 028
Circulation et stationnement	17	1 124 884		1 124 884	1 124 884	924 124
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 800 000		1 800 000	3 650 630	3 584 097
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	826 504		826 504	826 506	753 108
	22	24 680 498	6 895 434	31 575 932	33 426 561	33 669 534

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	6 492 759	3 168 950	9 661 709	7 971 801
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 410 138	478 372	4 570 801	3 243 036
Traitement des eaux usées	25	2 167 604	3 456 477	5 624 081	4 741 480
Réseaux d'égout	26	2 182 812	1 800 750	3 301 272	2 591 878
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	1 724 862	4 821	1 910 627	2 175 923
Élimination	28	2 250 408		2 543 303	3 308 629
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	196 076	36 338	(2 090 480)	(1 474 746)
Tri et conditionnement	30	773 827		1 700 383	2 672 112
Matières organiques					
Collecte et transport	31	2 854 067		2 211 131	2 780 675
Traitement	32			358 824	274 676
Matériaux secs					
Autres	34			1 127 835	1 118 184
Plan de gestion					
Autres	36				
Cours d'eau					
Protection de l'environnement	38	3 388 713	65 140	3 453 853	2 139 864
Autres	39	741 174		715 196	597 577
	40	26 182 440	9 010 848	35 193 288	32 141 089
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
Habitation					
Logement social	41	189 140		189 140	164 705
Autres	42	5 702		5 702	
Sécurité du revenu					
Autres	44				5 822
	45	194 842		194 842	170 527

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 746 542	151 438	1 897 980	1 989 650
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	3 764 042		3 764 042	9 657 319
Tourisme	50	2 232 640		2 232 640	3 540 201
Autres	51				
Autres	52	56 951	29 921	86 872	59 653
	53	7 800 175	181 359	7 981 534	15 246 823
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	400 900	256 198	657 098	714 868
Patinoires intérieures et extérieures	55	3 577 715	1 404 631	4 982 346	5 309 404
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 476 205	857 576	2 333 781	2 181 772
Parcs et terrains de jeux	57	4 430 028	1 578 266	6 008 294	6 180 345
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				8 655
Autres	60	98 405		98 405	126 538
	61	9 983 253	4 096 671	14 079 924	14 521 582
Activités culturelles					
Centres communautaires	62	383 234	259 754	642 988	2 364 018
Bibliothèques	63	3 214 677	51 462	3 266 139	3 864 580
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64	163 007		163 007	265 304
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66				
	67	3 760 918	311 216	4 072 134	6 493 902
	68	13 744 171	4 407 887	18 152 058	21 015 484

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	69					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	70	5 761 841		5 761 841	7 406 757	7 006 658
Autres frais	71	1 769 290		1 769 290	1 769 290	1 512 623
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72	25 000		25 000	25 000	26 000
Autres	73	(204 500)		(204 500)	59 576	313 473
	74	7 351 631		7 351 631	9 260 623	8 858 754
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	75					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	76	21 830 903 (	21 830 903)			



# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2024**

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

## **Autres renseignements**

Questionnaire	13
---------------	----

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 280 855	1 280 855	5 131 231
Usines de traitement de l'eau potable	2	2 033 338	2 033 338	904 038
Usines et bassins d'épuration	3	1 944 341	1 944 341	1 444 802
Conduites d'égout	4	3 898 687	3 898 687	6 209 272
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	11 766 139	11 766 139	7 157 838
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 158 184	2 158 184	866 357
Autres infrastructures	11	528 266	2 838 644	15 078 106
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	463 885	1 682 617	3 069 839
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 698 382	1 698 382	4 589 934
Améliorations locatives	15		6 810	21 321
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	3 361 253	3 609 099	2 549 119
Ameublement et équipement de bureau	18	333 005	349 091	340 040
Machinerie, outillage et équipement divers	19	552 197	682 885	2 048 843
Terrains	20	(11 240)	(1 210)	100 257
Autres	21			245 086
	22	30 007 292	33 947 862	49 756 083

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1 240 087	1 240 087	5 082 178
	Usines de traitement de l'eau potable	2 033 338	2 033 338	904 038
	Usines et bassins d'épuration	1 944 341	1 944 341	1 444 802
	Conduites d'égout	3 853 285	3 853 285	6 160 219
	Autres infrastructures	14 428 095	16 738 473	22 733 370
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	40 768	40 768	49 053
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	45 402	45 402	49 053
	Autres infrastructures	24 494	24 494	368 931
	Autres immobilisations corporelles	6 397 482	8 027 674	12 964 439
		30 007 292	33 947 862	49 756 083

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	151 287		17 766	133 521
Réserves financières et fonds réservés	3	4 071 403		236 585	3 834 818
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	42 396 071	7 942 500	5 110 419	45 228 152
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	173 345 412	1 679 458	15 645 019	159 379 851
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	219 964 173	9 621 958	21 009 789	208 576 342
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	51 168 811	4 135 581	37 867 256	17 437 136
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	51 168 811	4 135 581	37 867 256	17 437 136
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14		31 049 709		31 049 709
	15	51 168 811	35 185 290	37 867 256	48 486 845
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	51 168 811	35 185 290	37 867 256	48 486 845
	19	271 132 984	44 807 248	58 877 045	257 063 187
Dette en cours de refinancement	20 (			(	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	271 132 984	44 807 248	58 877 045	257 063 187

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	220 572 818
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	21 001 671
Activités de fonctionnement à financer	3	2 373 237
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	133 522
Débiteurs	8	48 486 849
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	5 856 728
Autres		
Prêts MDEIE FLI	11.1	3 834 818
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	185 635 809
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	13	36 980 097
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	222 615 906
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	222 615 906
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
<b>Administration générale</b>				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3		
<b>Sécurité publique</b>				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5		
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
<b>Transport</b>				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	1 800 000	1 800 000
	Autres	10		1 800 346
<b>Hygiène du milieu</b>				
	Eau et égout	11		
	Matières résiduelles	12	3 555 259	3 625 400
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15		4 155 620
<b>Santé et bien-être</b>				
	Habitation	16		
	Autres	17		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18		
	Rénovation urbaine	19		
	Promotion et développement économique	20		
	Autres	21		
<b>Loisirs et culture</b>				
	Activités récréatives	22		
	Activités culturelles	23		
<b>Réseau d'électricité</b>				
		24		
		25	5 355 259	5 425 400
				5 955 966

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024***Non audité*

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Rémunération</b>	1	44 599	
<b>Charges sociales</b>	2	(10)	
<b>Biens et services</b>	3	29 533 407	32 709 795
<b>Frais de financement</b>	4	461 421	422 978
<b>Autres</b>	5	(32 125)	32 125
	6	30 007 292	33 164 898

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	72,98	35,00	132 826,00	8 490 741	1 781 215	10 271 956
Professionnels	2						
Cols blancs	3	146,91	35,00	267 365,12	9 998 819	2 097 585	12 096 404
Cols bleus	4	148,26	40,00	294 177,33	9 642 871	2 016 142	11 659 013
Policiers	5						
Pompiers	6	31,20	42,00	68 142,79	2 406 036	504 746	2 910 782
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	399,35		762 511,24	30 538 467	6 399 688	36 938 155
Élus	9	9,00			575 515	414 333	989 848
	10	408,35			31 113 982	6 814 021	37 928 003

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	9 686 766	(187 302)	198 506		9 697 970
Réseau de distribution de l'eau potable	3	2 420 786	388 694	942 451		3 751 931
Traitement des eaux usées	4	240 930				240 930
Réseaux d'égout	5		777 389	1 884 902		2 662 291
Autres	6	12 606 708	3 688 801	4 670 065		20 965 574
	7	24 955 190	4 667 582	7 695 924		37 318 696

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

		2024	2023
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2	28 812	
Autres	3	206 001	211 018
	4	234 813	211 018
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	32 572	23 495
Sécurité civile	8	72	996
Autres	9	168	406
	10	32 812	24 897
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 647 915	1 544 974
Enlèvement de la neige	12	82 793	51 286
Autres	13	13 228	15 837
Transport collectif	14	102 290	79 564
Autres	15	311 377	243 428
	16	2 157 603	1 935 089
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	1 099 671	1 063 666
Réseau de distribution de l'eau potable	18	507 344	510 634
Traitement des eaux usées	19	1 368 086	1 276 388
Réseaux d'égout	20	529 513	553 733
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	946	966
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24	21	32
Protection de l'environnement	25	66 348	46 570
Autres	26	784	1 100
	27	3 572 713	3 453 089
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	28	77	
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		94
Autres	31		
	32	77	94
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	81 908	78 972
Rénovation urbaine	34	97 134	102 771
Promotion et développement économique	35	126 307	365 231
Autres	36	46 829	50 681
	37	352 178	597 655
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	38	819 479	709 131
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	2 204	2 562
Autres	40	179 752	138 716
	41	1 001 435	850 409
<b>Réseau d'électricité</b>			
	42		
	43	7 351 631	7 072 251

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Angers Michel	1.1 Maire	127 740	19 399	62 178	
Allard Josette	1.2 Conseiller	35 538	17 769		
Debons Lucie	1.3 Conseiller	35 538	17 769		
Tremblay Jean-Yves	1.4 Conseiller	35 538	17 769		
Hould Christian	1.5 Conseiller	35 538	17 769		
Déziel Nancy	1.6 Conseiller	35 538	17 769		
Arsenault Guy	1.7 Conseiller	35 538	17 769		
Campagna Jacynthe	1.8 Conseiller	35 538	17 769		
Garceau Louis-Jean	1.9 Conseiller	35 538	17 769		

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	10 837 402 \$
<b>Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement</b>		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	372 554 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	44 518 \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	3 413 \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	121 628 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	31 580 \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 486 196 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	42 608 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	8 273 \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	1 247 799 \$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	1 486 196 \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	1 819 373 \$
Constatés au cours de l'exercice	24	23 304 \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	1 842 677 \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	81 643 \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	21 421 \$
Ligne 3 : Autres revenus	28	114 960 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	80 844 \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	2 424 059 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	528 847 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	283 639 \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	2 587 019 \$
Ligne 24 : Libres	41	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	2 424 059 \$

**Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 122 392 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 2 037 292 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 \_\_\_\_\_ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 \_\_\_\_\_ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 \_\_\_\_\_ \$

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

61 \_\_\_\_\_ 62 809 \$

b) autres formes d'aide

62 \_\_\_\_\_ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 \_\_\_\_\_ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68  \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 \_\_\_\_\_ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été
    - Systèmes de sécurité 71 \$
    - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
    - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
    - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
    - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
    - Systèmes de drainage 76 \$
    - Abords de routes 77 \$
    - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 \_\_\_\_\_ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 \_\_\_\_\_ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 \_\_\_\_\_ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
  - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 \_\_\_\_\_
- b) Date d'adoption de la résolution 83 \_\_\_\_\_

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85           R 142-13-04-21
- b) Date d'adoption de la résolution 86           2021-04-13

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

*Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 \_\_\_\_\_
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 \_\_\_\_\_

*Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année*

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89                                   3
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90                                   1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91                                   1
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92                                   1
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 \_\_\_\_\_

*Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94                                   4 954
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 \_\_\_\_\_
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96                                   13

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Règlement*

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

**La question 16 s'applique aux MRC seulement**

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité****OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 

**Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6 

**La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8 

**Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-10

Nom du signataire : Gabriel Bonnewyn

Fonction du signataire : Trésorier

Date de transmission au Ministère : \_\_\_\_\_

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-11 14:41



# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	129 164 727	130 856 000	143 894 085	33 136 304	160 176 358
Investissement	2	12 994 372	12 596 000	12 249 286	32 156	12 281 442
	3	142 159 099	143 452 000	156 143 371	33 168 460	172 457 800
<b>Charges</b>	4	126 416 105	138 144 000	134 343 780	28 373 772	146 017 118
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	5	15 742 994	5 308 000	21 799 591	4 794 688	26 440 682
Moins : revenus d'investissement	6 (	12 994 372)(	12 596 000)(	12 249 286)(	32 156)(	12 281 442)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	2 748 622	(7 288 000)	9 550 305	4 762 532	14 159 240
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	18 232 214	18 135 913	21 830 903	4 235 572	26 066 475
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 513 364	4 406 758	1 535 231	7 983	1 543 214
Remboursement de la dette à long terme	10 (	16 034 118)(	15 134 365)(	17 148 534)(	3 937 505)(	21 086 039)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 258 754)(	729 461)(	899 192)(	2 359 063)(	3 258 255)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 105 276	(233 845)	(2 173 473)	(839 355)	(3 012 828)
Autres éléments de conciliation	13	(84 229)	843 000	1 227 475	1 156 901	2 384 376
	14	2 473 753	7 288 000	4 372 410	(1 735 467)	2 636 943
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	5 222 375		13 922 715	3 027 065	16 796 183

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	19 396 361	56 231 337	67 442 548
Débiteurs	2	101 828 333	61 610 699	67 534 779
Prêts	3	798 471	525 227	798 471
Placements de portefeuille	4	505 711	503 654	11 482 859
Autres	5			1 448 811
	6	122 528 876	118 870 917	145 193 080
<b>Passifs</b>				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	8 531 856	3 568 717	8 661 856
Créditeurs et charges à payer	9	24 597 683	30 982 013	27 242 119
Revenus reportés	10	14 250 041	7 701 118	16 285 413
Dette à long terme	11	230 732 463	218 799 837	269 480 879
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	4 793 000	3 646 000	4 793 000
Autres	13	1 700 579	1 727 245	20 333 564
	14	284 605 622	266 424 930	346 796 831
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	15	(162 076 746)	(147 554 013)	(201 603 751)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations corporelles	16	520 571 868	528 151 494	573 768 935
Autres	17	6 628 732	6 325 958	7 403 148
	18	527 200 600	534 477 452	581 172 083
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	14 559 560	21 500 980	11 732 197
Excédent de fonctionnement affecté	20	151 288	3 233 637	424 588
Réserves financières et fonds réservés	21	17 422 920	19 641 808	17 424 717
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	7 357 150)(	7 384 720)(	12 398 550)(
Financement des investissements en cours	23	(7 209 051)	(12 442 520)	(7 807 534)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	347 556 287	362 374 254	371 244 192
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			228 756
	26	365 123 854	386 923 439	379 568 332

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Rachat dette cession d'actifs	1.1	133 522	151 288
▪ Camions pompier	1.2	3 100 115	
	2	3 233 637	151 288
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	3	31 350	273 300
	4	3 264 987	424 588
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Assainissement	5.1	2 799 284	2 265 183
▪ Assurance	5.2	114 491	110 406
▪ Eau	5.3	2 350 257	14 168
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	4 310 569	5 014 992
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	4 963 682	5 412 391
Organismes contrôlés et partenariats	10	1 797	1 797
Fonds local d'investissement	11	3 719 864	3 409 766
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	359 747	225 000
Autres			
▪ Rio Tinto Alcan	14.1	975 318	924 152
▪ Logement Social	14.2	48 596	46 862
	15	19 643 605	17 424 717
	16	22 908 592	17 849 305

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>2024</b>
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	185 635 809
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	222 615 906

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
		<b>Total consolidé</b>	<b>Total consolidé</b>
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	3 968 339	4 222 690
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	159 379 851	173 345 412
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	45 228 152	42 396 071
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	17 437 136	51 168 811
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	31 049 709	
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	257 063 187	271 132 984

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>Réalizations 2023</b>	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalizations 2024</b>	
		<b>Administration municipale</b>	<b>Administration municipale</b>	<b>Administration municipale</b>	<b>Total consolidé</b>
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	12	94 482 204	98 872 656	100 043 618	98 833 896
Compensations tenant lieu de taxes	13	8 150 579	8 820 112	8 765 002	8 765 002
Quotes-parts	14				1 698 374
Transferts	15	15 278 190	14 431 154	24 955 191	28 199 645
Services rendus	16	1 824 067	1 664 478	2 234 157	7 920 978
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	5 564 405	4 725 600	6 922 928	6 922 928
Autres	18	3 865 282	2 342 000	973 189	7 835 535
	19	129 164 727	130 856 000	143 894 085	160 176 358
<b>Investissement</b>					
Taxes	20			22 502	22 502
Quotes-parts	21				
Transferts	22	12 737 290	12 396 000	12 363 505	12 395 661
Autres	23	257 082	200 000	(136 721)	(136 721)
	24	12 994 372	12 596 000	12 249 286	12 281 442
	25	142 159 099	143 452 000	156 143 371	172 457 800

*Extrait du rapport financier, page S12*

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	18 360 210	811 295	19 171 505	19 685 495	14 867 738
Sécurité publique						
Police	2	6 549 754		6 549 754	6 549 754	6 128 677
Sécurité incendie	3	6 263 768	520 852	6 784 620	6 375 860	6 009 172
Autres	4	1 385 388	3 228	1 388 616	1 388 616	1 355 885
Transport						
Réseau routier	5	22 053 994	6 895 434	28 949 428	28 949 425	29 332 329
Transport collectif	6	1 800 000		1 800 000	3 650 630	3 584 097
Autres	7	826 504		826 504	826 506	753 108
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	14 253 313	8 904 549	23 157 862	23 157 862	18 548 195
Matières résiduelles	9	7 799 240	41 159	7 840 399	7 761 623	10 855 453
Autres	10	4 129 887	65 140	4 195 027	4 169 049	2 737 441
Santé et bien-être	11	194 842		194 842	194 842	170 527
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 746 542	151 438	1 897 980	1 897 980	1 989 650
Promotion et développement économique	13	5 996 682		5 996 682	12 180 715	13 197 520
Autres	14	56 951	29 921	86 872	86 872	59 653
Loisirs et culture	15	13 744 171	4 407 887	18 152 058	19 881 266	21 015 484
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	7 351 631		7 351 631	9 260 623	8 858 754
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	112 512 877	21 830 903	134 343 780	146 017 118	139 463 683
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	21 830 903 (	21 830 903)			
	21	134 343 780		134 343 780	146 017 118	139 463 683

Extrait du rapport financier, page S28

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Réalizations 2023		Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	12 994 372	12 249 286	32 156	12 281 442
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	33 164 898)(	30 007 292)(	3 940 570)(	33 947 862)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	594 009)(	185 427)(	746 304)(	931 731)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	11 503 870	7 941 314	1 496 607	9 437 921
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	2 258 754	899 192	2 359 063	3 258 255
Excédent accumulé	6	3 155 506	4 560 351	907 804	5 468 155
	7	(16 840 777)	(16 791 862)	76 600	(16 715 262)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	(3 846 405)	(4 542 576)	108 756	(4 433 820)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

*Extrait du rapport financier, page S14*